M.E.S., Numéro 123, Vol.2. Juillet – Septembre 2022
https://www.mesrids.org
Dépôt légal : MR 3.02103.57117
N°ISSN (en ligne) : 2790-3109
N°ISSN (impr.) : 2790-3095
Mise en ligne le 28 juillet 2022



Revue Internationale des Dynamiques Sociales

Mouvements et Enjeux Sociaux

Kinshasa, juillet - septembre 2022

ETHNICITE ET VIE POLITIQUE EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
Pour une mixture d'approches dans l'édification de l'Etat-nation

par

Jean LOMANA WEMBONYAMA
Aspirant Assistant, Faculté des Sciences Sociales,
Université de Kinshasa

Résumé :

Cet article analyse les réalités ethniques dans la vie politique congolaise et ses incidences dans le processus de l'édification de l'Etat-nation. Nous sommes parti du constat selon lequel à chaque enjeu politique ou électoral, le champ politique congolais connait l'omniprésence des réalités ethniques qui animent l'activité politique et impact considérablement sur le fonctionnement et sur la gouvernance de l'Etat. Ce poids ethnique constitue aujourd'hui l'une des sources des tensions et des conflits qui freinent le développement et l'unité nationale. Ici, nous voulons dire que l'appui ethnique aux opérateurs politiques fait ressembler la lutte politique à un combat entre ethnies et les partis politiques congolais apparaissent substantiellement comme des associations ethniques organisées politiquement.

Mots clés : *ethnicité, politique, Etat-nation.*

Abstract

This article analyzes ethnic realities in Congolese political life and its implications for the process of building the nation-state. We started from the observation that at each political or electoral issue, the Congolese political field knows the omnipresence of ethnic realities that drive political activity and have a considerable impact on the functioning and governance of the State. This ethnic weight is today one of the sources of tensions and conflicts that hinder development and national unity. Here, we mean that ethnic support for political operators makes the political struggle look like a fight between ethnic groups and Congolese political parties appear substantially as politically organized ethnic associations.

Key words : *ethnicity, politics, nation-state.*

Introduction

Le choix du thème sous examen est le résultat d'une observation faite sur les réalités ethniques dans le champ politique de la République Démocratique du Congo (RDC). Comme nous pouvons le remarquer, la manipulation des identités ethniques imposées par le pouvoir colonial dès la genèse du Congo, suivie des crises ethno-tribales de la première République et de la dictature de la deuxième République, ont été incapables d'assurer la stabilité des institutions politiques et consolider le sentiment du vouloir vivre collectif. Plus de soixante-deux ans après l'indépendance, on a abouti à une nation divisée, tribalisée et régionalisée.

Ainsi, l'objet de cet article, est d'analyser les réalités ethniques du champ politique congolais et proposer des nouvelles perspectives pour consolider l'édification de l'Etat-nation en tenant compte de différentes forces sociales en présence. Cependant, s'il faut le remarquer

qu'aujourd'hui comme hier, la manipulation et l'instrumentalisation des identités tribales, ethniques et les violences intercommunautaires sont au centre de la vie politique congolaise. Ce phénomène alimente des crises ethniques ou régionales provoquant ainsi des exclusions, des antagonismes, de la haine et des frustrations qui se répercutent négativement sur le sentiment national.

Par ethnicité, nous entendons un ensemble des phénomènes, des pratiques, des attitudes, des idéologies et des comportements qui sont liés à l'ethnie. Le régionalisme, le tribalisme, le clanisme, la parentocratie, le népotisme, le clientélisme, le favoritisme, etc. sont classés parmi les pratiques ou les idéologies de l'ethnicité.

De ce qui précède, deux questions méritent d'être posées pour orienter notre attention sur le phénomène d'ethnicité dans le champ politique congolais, à savoir : *Quels sont les facteurs explicatifs de la recrudescence de l'ethnicité dans la vie politique actuelle en RDC ? Quelle approche de solution au phénomène ethnique au processus de l'édification de l'Etat-nation au Congo-Kinshasa ?*

Se faisant, aux questions soulevées au départ et dans le souci de l'explicitation de nos hypothèses, se rattachent deux réponses provisoires ci-après : au regard de la question du départ, les données du terrain nous ont démontré que la conception paroissiale du pouvoir serait à la base de l'instrumentalisation du phénomène ethnicité dans la lutte du pouvoir et dans son exercice. Cette conception paroissiale du pouvoir se justifie par le fait que l'accession au pouvoir d'un individu est souvent considérée comme la victoire d'une ethnie ou d'une région sur les autres et à ce sens, le pouvoir est perçu comme une propriété privée de l'ethnie dont est originaire le détenteur principal du pouvoir. Une fois que ce phénomène d'ethnicité est instrumentalisé par les acteurs politiques au pouvoir, le pouvoir d'Etat se confond aux dirigeants et la parenté devient une règle de la gouvernance. Ceci nous permet de retenir que, le recours à l'ethnicité parait à la fois comme une *stratégie politique* (lutte pour le pouvoir) et une *survie économique et matérielle* (recherche de survie politique ou du mieux-être personnel).

Quant à la question secondaire, nous soutenons que le recours à une géopolitique tant au niveau national, provincial et local et une justice distributive pourraient contribuer efficacement à la consolidation de l'Etat-nation en RDC. En effet, le recours à la géopolitique au processus de l'édification de l'Etat-nation se veut que toutes les unités ethniques soient servies de manière rationnelle et équitable dans la conduite des affaires publiques et dans la prise des décisions à toutes les instances du pouvoir pour éviter toute forme d'injustice ou de discrimination ethno-régionale, considérée depuis toujours comme source de tensions, de division et de désintégration de la communauté nationale. En cela, s'ajoutent la promotion de l'éthique politique et la justice distributive des ressources nationales qui permettraient de promouvoir la conscience nationale et consolider l'Etat-nation à travers l'émergence d'un puissant lien interactif entre le pouvoir public et la conscience citoyenne ainsi que le bien-être de la population.

Pour mieux comprendre la complexité du phénomène d'ethnicité dans le champ politique actuel et dégager les approches de solution à ce phénomène, il nous semble important de commencer par l'opérationnalisation méthodologique articulée sur la méthode d'analyse stratégique (i), et puis présenter la genèse du phénomène ethnique dans la période coloniale (ii), exposer l'enjeu ethnique dans la vie politique postcoloniale en troisième lieu (iii), et enfin, synthétiser les résultats obtenus sur base des opinions d'enquêtes du terrain (iv). Une brève conclusion met un terme à cette étude.

I. METHODOLOGIE ET CADRE OPERATIONNEL D'ANALYSE

La méthodologie devient un schéma par lequel se fait la confrontation des faits, des théories, des concepts dont l'aboutissement est la production de la connaissance

scientifique[1]. Pour mieux analyser les réalités ethniques dans la vie politique dans la perspective d'approches de l'édification de l'Etat-nation en RDC, confrontée aujourd'hui à des défis pathologiques de division, causée par le tribalisme, d'ethnicité, les injustices sociales, etc. il nous parait important de relever le malentendu entre les faits théoriques et les données empiriques. Dans le cadre de notre étude, nous avons fait recours à la méthode stratégique.

1.1.Opérationnalisation de la méthode d'analyse stratégique

Ce débat sur l'opérationnalisation de la méthodologie suivie dans cette étude, repose sur d'une part, les techniques documentaire, d'observation et de l'interview[2] et d'autre part sur l'analyse stratégique. Commençons par les techniques de recueil des données. L'exploitation documentaire nous a permis de recueillir des informations en consultant les ouvrages, les revues, les travaux scientifiques et les archives des sciences politiques, de l'anthropologie, de la sociologie, de droit, etc. Dans la suite, l'observation non participante nous a permis d'observer les différentes réalités ethniques dans le champ politique congolais, plus particulièrement aux différentes élections organisées, de responsabilités politiques, dans les partis politiques, etc. Enfin, à propos de l'interview, une série d'entretiens a été organisée aussi bien avec des responsables de quelques partis politiques et des ressortissants des tribus qui ont été dans les arènes du pays.

Quant à la méthode de l'analyse stratégique, retenons qu'elle aligne la présence de cinq concepts fondamentaux : *acteur, pouvoir, stratégie, zones d'incertitude et système d'action concret*. Eclairons à présent, l'articulation de chacun de ces postulats par rapport à notre sujet d'étude.

Par acteur, il faut entendre « tout individu lié à l'organisation, qu'il soit à l'intérieur ou à l'extérieur, du côté des dirigeants ou des dirigés. Cet individu est amené à agir, d'une manière ou d'une autre, dans une situation qui survient dans son environnement. Dans le cadre de cette étude, nous avons identifié plusieurs catégories d'acteurs qui sont en interaction avec leurs bases ethniques pour la lutte du pouvoir et l'accès aux ressources. *Les acteurs* sont donc des individus (animateurs de la vie politique « élite dirigeante et non dirigeante ») et les jeux qui les prédisposent à se livrer aux jeux reposant sur l'ethnicité dans la vie politique. Ceci nous a permis également d'expliquer l'ethnicité comme un instrument de mobilisation politique et sociale qui permet d'atteindre les objectifs qu'on se fixe.

Profitant de *zones d'incertitude,* chaque acteur dans le jeu politique met à son profil ces marges de manœuvre flou pour transformer en marges de liberté, favorable à ses propres objectifs.

Le concept *pouvoir* demeure un support central dans le raisonnement stratégique. Le pouvoir reste le fondement de toute société organisée. Il est partout et pas nécessairement là où on l'entend. Il est la manifestation naturelle et normale de la coopération humaine qui suppose une dépendance mutuelle et/ou déséquilibrée des acteurs. Il désigne la capacité d'un acteur, à structurer des processus d'échanges plus ou moins durables en sa faveur, ou conformément à ses intérêts, en exploitant les contraintes et les opportunités de la situation pour imposer les termes d'échange favorables à ses intérêts. A cet effet, le phénomène d'interaction du pouvoir et d'ethnicité est universel, mais le concept du pouvoir est insaisissable et donc multiforme. Le pouvoir peut être compris comme une relation d'échange, de négociation, de marchandage entre les acteurs et leurs bases d'un même contexte organisationnel, où les frontières formelles de l'organisation tendent à perdre leur pertinence. Il s'agit donc, de la

[1]LOUBET DEL BAYLE, J.L., *Initiation aux méthodes des Sciences Sociales*, éd., L'Harmattan, Paris, 2000, p. 35.

[2] AKTOUF, O., Méthode des sciences sociales et approches qualitatives des organisations, une introduction à la démarche classique et une critique, Québec, PUQ, p. 106.

capacité qu'ont les acteurs et leurs membres d'orienter tant positivement que négativement leurs actions, lorsqu'ils se butent à un événement politique.

Zones d'incertitude font allusion à de zones de turbulences, de flou ou d'inopportunités, en ce que, qui dit incertitude ou turbulence dit également le risque, contrainte, absence ou déficit d'opportunité, bref, tout phénomène sur lequel aucun acteur du système n'a aucune maitrise parfaite.

Les stratégies quant à elles, sont un ensemble des comportements que les acteurs adoptent dans leurs actions ou jeux, en vue de préserver ou de défendre leurs avantages, leurs pouvoirs ou leurs positionnements face aux obstacles et contraintes qui surviennent dans le système ou dans le champ politique. Les acteurs orientent les stratégies en fonction des enjeux de la situation, c'est-à-dire de ce qui leur permet de gagner ou de perdre.

Dans la construction de leurs stratégies, les acteurs se servent des atouts ou des ressources. Ceci nous a permis d'indiquer clairement que le succès du combat politique au Congo, est souvent fonction de l'usage de l'ethnicité et la manipulation politique peut s'appuyer sur les liens de sang ou la culture des groupes pour utiliser l'ethnicité comme une idéologie. Cette manipulation remonte aux associations ethniques qui ont donné naissance à des partis politiques.

En somme, la méthode stratégique traduit les interactions humaines par une lecture orientée sur les relations de pouvoir. Ainsi, c'est l'examen des relations de pouvoir entre les acteurs et les groupes ethniques qui permet de comprendre le phénomène d'ethnicité dans la vie politique congolaise. Il suffit de saisir le va et vient que les acteurs politiques réalisent entre les liens de sang et la culture comme justification des pratiques politiques. L'émergence de l'ethnicité au Congo, se justifie par le fait que : « *la politique commence au village, et le pouvoir se cherche à l'ethnie ou à la région* », et toute compétition politique ou électorale est axée sur un support ethnique ou régionale. En conséquence, chaque acteur couvre, tant que faire se peut, les membres de son groupe ethnique par des avantages que le pouvoir procure.

Il faut noter qu'à travers cette méthode, l'ethnicité se dévoile comme un phénomène qui découle des comportements et des stratégies des acteurs dans le champ politique congolais. La production des idées dominantes, des représentations et de la conscience est d'abord directement et intimement mêlée à l'activité politique et aux stratégies de conquérir le pouvoir par la classe politique qui est un langage de la vie réelle en RDC. Leurs discours en période de changement de l'ordre politique, de la campagne électorale, de remaniement gouvernemental, apparaissent encore ici comme l'émanation directe de leur comportement culturel et matériel. Il en va de même de la reproduction de la crème intellectuelle telle qu'elle se présente dans la langue de tout un peuple. Ces sont les élites politiques qui seraient les producteurs de représentations, des idées d'ethnicités qui se répercutent sur la masse ignorante.

La méthode stratégique se matérialise dans le cadre de cette étude par le fait que l'élite politique passe ici pour un acteur du jeu politique global en RDC, guidée par son propre intérêt au détriment de l'intérêt général. Les acteurs politiques développent des stratégies suivant l'évolution de l'environnement politique du pays, la manipulation de l'ethnicité et les conflits ethniques engendrés à leur profit sont à l'origine des rébellions, des tueries et autres atrocités que traversent la RDC et qui sont à la base de la désintégration de l'unité nationale. Au regard du degré élevé de conflictualité, les acteurs politiques décident d'adopter des stratégies pouvant les aider à se positionner dans le champ politique et obtenir les biens matériels. Parmi ces stratégies auxquelles ils font recours, on peut citer : la division, l'instrumentalisation des identités ethniques, le clientélisme, le débauchage, les transhumances politiques, et le vagabondage.

L'analyse stratégique nous conduit à l'explication des causes des conflits ethniques et interethniques que traverse la vie politique congolaise. Elle part de la constatation très simple aux jeux des acteurs et aux contradictions qui nous entourent. Celles-ci proviennent de l'instrumentalisation de la jeunesse, des conflits locaux, des positionnements des acteurs politiques, de la course au pouvoir et de l'exploitation des matières premières. On peut démontrer à travers cette approche qu'elle peut expliquer la présence de contradictions et défis qui existent dans la reconstruction de l'identité nationale. Le rôle des élites doit donc franchir un double écran, celui de production des idéologies séparatiste, de victimisation, de la division et contradictions, ensuite celui de la volonté d'accéder au poste d'Etat.

1.2. La genèse du phénomène ethnique dans la période coloniale

La théorie de l'ethnicité reste toujours chez les anthropologues des points de débats, néanmoins un consensus se dégage autour d'une définition a minima qui l'envisage comme un processus relationnel de dichotomisation entre membres et non-membres qui s'identifient et sont identifiés à travers l'interaction sociale. Le processus d'ethnicité est donc un phénomène social et la mobilisation de certains traits culturels propres à un groupe ethnique et supposés venir de l'origine commune réelle ou fictive permet le maintien de la frontière entre «Nous» et «Eux», entre membres et non-membres[3].

En effet, l'analyse sur la conception du phénomène ethnique dans la vie politique sont très diverses, mais dans le cadre de la présente étude, nous avons recouru aux deux approches : *primordialiste et instrumentaliste*. Les théoriciens de la conception primordialiste présentent le groupe ethnique comme une entité originelle dont on cherchera à identifier les caractéristiques communes à tous ses membres, celles qui lui confèrent sa cohérence, son unité et son homogénéité[4]. La conception instrumentaliste de l'ethnicité soutenue dans cette étude, envisage le groupe ethnique comme le produit d'un travail social et politique qui répond à des impératifs stratégiques, c'est-à-dire la lutte pour le pouvoir et le mieux-être personnel ou du groupe.

A cet effet, l'ethnicité ou tribalisme en Afrique demeure un sous-produit de la colonisation ou de l'impérialisme, autrement dit une de ses armes puissantes d'intoxication de la conscience, de division des peuples afin de maintenir le plus longtemps possible son exploitation. En effet, le partage de l'Afrique par les puissances colonisatrices, les populations africaines ont subi un fractionnement ethnique dramatique ; des tribus, des ethnies entières ont été divisées par des frontières arbitraires ; d'autres, étrangères les unes par rapport aux autres, se sont retrouvées au sein d'un même Etat forge, lui aussi, arbitrairement. Ainsi, par leur complexité, leur hétérogénéité ethnique, les populations africaines constituent un milieu très propice à la politique impérialiste qui consiste à « diviser pour régner ». Presque partout en Afrique, l'impérialisme a en effet suscite des haines, des émeutes entre tribus, entre ethnies ; il a pu opposer Mbochi et Lari au Congo, Lulua et Luba en RDC, Masai et Kikuyu au Kenya, Bahutu et Batutsi au Burundi et au Rwanda, Haoussa, Yoruba et Ibo au Nigeria, etc. Une grande influence des contradictions tribales, ethniques est donc fortement ressentie dans la sphère politique de jeunes Etats africains. Dès lors, la question nationale revêt encore pour ces pays une importance particulière.

En RDC, le phénomène ethnique tire son origine dans la colonisation. Les ethnies, jadis indépendantes les unes vis-à-vis des autres sur le plan de leur organisation sociale, ont été forcément rassemblées pour constituer une nouvelle communauté humaine, unie dans le cadre d'un Etat. Cette politique exogène d'Etat sur base d'assemblage ethno-tribale a donné

[3]MOERMAN M., *« Ethnic identification in a complex civilization who are the Lue? »*, American Anthropologist, 1965, p.1230.
[4]SCHULTE TENCKOFF I., *La question des peuples autochtones*, Bruxelles, Bruyant, 1997, p.194.

lieu à l'éclosion d'une nouvelle dynamique des rapports sociaux entre les ethnies en présence, les unes devenant dominantes par rapport aux autres. En 1960, le clivage ethnique[5] était déjà perceptible dans le jeune Etat du Congo. Lors des élections communales de 1957-1958 organisées par la Belgique afin de préparer les élites congolaises à assumer des responsabilités politiques dans leur pays, la compétition interethnique pour l'accès au pouvoir était désormais très ouverte[6]. A l'époque, il n'y avait pas que des partis politiques, mais aussi des associations tribales, qui avaient présenté des candidats aux élections. Depuis lors, les pratiques ethniques ont envahi l'espace politique congolais en engendra les conflits interethniques qui n'ont pas permis l'émergence de la cohésion nationale jusqu'à ces jours.

1.3.Ethnicité et enjeux politiques au Congo post-colonial

Le phénomène d'ethnicité reste au centre des enjeux politiques depuis l'indépendance à nos jours. Déjà à la veille du pays à l'indépendance, les élites politiques ont évolué au sein des associations ethno-tribales qui se convertissent en partis politiques et les ethnies constituent dès lors, les espaces électoraux de base des leaders politiques, futurs dirigeants du pays[7]. Depuis lors, le champ politique congolais se structure et évolue dans une logique ethno-identitaire. Cet échec de l'édification de l'Etat-nation a fait que chaque ethnie ou tribu produit ses leaders spécifiques (leadership ethnique, s'opposition du leadership national) qu'elle suppose défendre ses intérêts, et donc la politique ne se fait pas hors de l'ethnie ou de la région natale natal.

Aujourd'hui encore, l'on doit constater la résurgence du phénomène ethnique dans la vie politique congolaise. La vie politique congolaise actuelle se caractérise par la reproduction des réseaux ethniques qui surviennent par le débauchage des acteurs et se matérialisent par la prolifération des partis politiques et leur affaiblissement, plus particulièrement dans les vagabondages durant les compétitions politiques. Pendant la compagne, les acteurs politiques congolais n'hésitent de brandir leurs identités ethniques ou régionales et de crier haut et fort à leurs bases en ces termes : *Mieux vaut voter pour un frère que d'aller prendre le risque d'élire un traître, quelqu'un dont on ne connait pas les origines.* Le support ethnique est ainsi déterminant dans l'acte de vote.

Dans le même ordre d'idées, cet élan ethniciste se manifeste dans l'adhésion de la plupart des congolais au sein des partis politiques. De nombreux militants adhèrent à tel ou tel autre parti politique, non pas en raison de son bon projet de société, promoteur du développement national, mais surtout parce que le leader politique-fondateur du parti est de leur *coin*. En RDC, les Députés provinciaux et Nationaux, les Sénateurs et les Ministres comme les Mandataires publics se recrutent parmi les notables du *coin*. Profitant de cette position, ces notables font positionner femmes, enfants, frères et autres de la parenté élargie en qualité de suppléants ou recrutés d'autres en des postes stratégiques.

Dans la même optique, cette perception parentocratique du pouvoir fait que les candidats aux élections dans tous les niveaux, en dehors de la présentation de leurs projets de société devant les électeurs, devrons miser sur leurs appartenances ethniques, provinciales ou géopolitiques, afin de gagner la confiance de la population et se faire élire. Ces populations à leur tour, ne s'empêchent pas de se vanter auprès des autres d'appartenir à la famille

[5] LABAKI T. G., "Les conflits communautaires et ethniques dans le monde contemporain", in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Universalia, 1993, p. 111

[6] LUBANZA MUKENDI, A., *Elections et construction des identités politiques en République démocratique du Congo*, n° 800/1158, CEROPIC, Kinshasa, 2010, p.37.

[7] AUNDU MATZANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité*, éd. L'Harmattan, Paris 2010.p.36.

présidentielle, ministre ou mandataire et donc le pouvoir leur appartient[8]. De cette façon, l'ethnicité se manifeste par les discours discriminatoires, l'instrumentalisation de la jeunesse, le tribalisme dans l'embauche du travail, les insurrections, les soulèvements ou violences ethniques instaurées par les acteurs politiques comme stratégie de conquérir et de se maintenir au pouvoir, opposant les différentes couches de la population, dont les incidences néfastes empêchent au vouloir vivre collectif.

En conséquence, *la lutte pour le pouvoir devient un variable combat interminable entre les groupes ethniques dans le champ politique congolais, l'accès aux positions hégémoniques par les non-autochtones dans divers champs est une variable dépendante de la bataille sans merci que se livre les acteurs politiques, et donc, l'ethnie est considérée comme un facteur déterminant du combat politique.* Cette situation déplorable a engendré une série des crises multidimensionnelles au sein de plusieurs partis politiques congolais : crise de leadership national, crise identitaire, crise idéologique, crise structurelle, crise fonctionnelle et organisationnelle, crise du sentiment national, crise de tolérance et du pardon. Les effets de cette série des crises sont perceptibles dans l'agir des dirigeants, des cadres et des militants qui frisent l'ignorance et/ou le non-respect des principes et valeurs de base d'un Etat démocratique.

De ce fait, chaque jour qui passe, de l'Est à l'Ouest, le champ politique congolais enregistre des conflits politiques et identitaires sans merci. Les accords de paix et le dialogue inter-Congolais, les élections de 2006, 2011 et de 2018, les massacres de Béni en Province du Nord Kivu, le mouvement de Bundu Diakongo au Kongo Central, la révolte de Kamwena Sapu au Kasaï Central, le conflit Ekonda-Eswe au Sankuru, les tueries de Baluba à Kikwit, notamment après la victoire du Président Felix Antoine Tshisekedi à l'élection présidentielle, les massacres de Yumbi dans la province de Maïndombe, les assassinats ciblés dans les différentes villes et les discours des élites politiques de tous bords orientent la problématique d'examiner la spécificité du phénomène d'ethnicité dans la vie politique congolaise.

Autre évidence idéologique dénommé « autorité morale et les notables » dénote avec ardeur le facteur géopolitique et géo-ethnique comme élément structurant la vie politique congolaise. Quand un membre d'une l'ethnie accède au pouvoir, on ne s'empêche pas de rappeler aux autres que « ***c'est notre pouvoir*** », « ***c'est maintenant ou rien*** », «***c'est notre tour*** », « ***vous devez attendre le vôtre*** ». Cette attitude est susceptible d'engendrer de la frustration et briser éventuellement le fragile vouloir-vivre ensemble.

Cela veut dire que non seulement que la proximité géographique, la cohabitation et la participation à des activités communes ont généré une parenté linguistique à laquelle les uns et les autres se réfèrent et confèrent une identité ethno-provinciale, mais aussi pour des besoins électoraux, que des acteurs politiques se forgent des bastions ethniquement hétéroclites. Ils s'activent à susciter chez les ressortissants de ces entités géographiques un sentiment identitaire et d'appartenance à une même aire imaginée comme une même communauté géolinguistique, culturelle, en mobilisant une hypothétique histoire commune dont il a charge de défendre les intérêts du groupe.

En conséquence, la lutte pour le pouvoir devient un variable combat entre les groupes ethniques dans le champ politique congolais, l'accès aux positions hégémoniques par les non-autochtones dans divers champs est une variable dépendante de la bataille sans merci que se livre les acteurs politiques[9], et donc, l'ethnie est considérée comme un facteur déterminant du combat politique. Avec une population estimée à 80 millions d'habitats, dans lequel plus de 95% des jeunes en chômages, dont plus de 600 partis politiques d'origines différentes ne font qu'aggravés le problème. En effet, l'organisation et le fonctionnement de

[8] MALEMBA N'SAKILA, G., « *Le choix d'appartenance l'ethnie ou à la nation et les rapports de pouvoir* », *in identités, ressources naturelles et conflits en RDC : défis méthodologiques et voies de sortie ?* L'harmattan, paris, 2013. pp. 161-163.
[9] AUNDU MATASANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa : l'ethnicité et la légitimité*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.19.

la plupart de ces partis obéissent à une logique ethno-régionale, en instaurant un flou total que l'on peut qualifier de désordre entretenu de l'ordonnancement de la vie politique.

Ainsi, après cette brève présentation du paysage ethnico-politique de la RDC, il y a lieu de remarquer que la vie politique congolaise a une assise ethnique depuis 1960 à ces jours. Son usage fréquent dans le fonctionnement des affaires publiques renforce la déliquescence de l'État pour faire du Congo un quasi « non-État »[10]. En effet, l'Etat congolais emprunte[11] à la fois, au modèle occidental et aux modes de domination spécifiques africains, notamment l'expression des rapports de pouvoir en termes de parenté ou de la domination ancestrale des « aînés » sur les « cadets ». L'Etat ressemble à un grand clan. Il est perçu comme un lieu d'*accumulation et* de *redistribution des richesses* permettant aux « aînés » d'un même clan de satisfaire les revendications de leurs « cadets » tout en conservant leurs privilèges. Cet imaginaire de l'Etat ou de la nation, et donc de son pouvoir, crée des formes insoupçonnées et inédites de circulation des élites politiques en compétition. Ainsi, l'ethnicité semble devenir moins une rupture de cette jonction qu'une surexcitation des antagonismes au sein des groupes dominants, voire entre groupes dominants et dominés, pour saisir « l'opportunité étatique », les ressources s'étant considérablement amenuisées. L'Etat reste perçu comme un lieu d'accumulation et de distribution des richesses (...)[12]. La construction et la formation de l'Etat se sont faites et se poursuivent en RDC sur les modes de la prédation et du pillage des ressources[13]. L'injustice, la discrimination, la violence… ont joué et jouent encore un rôle structurant dans les rapports entre dirigeants eux-mêmes et entre dirigés eux-mêmes d'une part, et entre dirigeants et dirigés d'autre part.

II. LES RESULTATS : Interprétation et confrontation de données du terrain

L'enquête de terrain a été tributaire des aléas et vicissitudes de la vie politique en RDC. Néanmoins, elle nous a été d'une grande utilité. Certes, nous avons compris que les conflits naissent de différents facteurs mais, surtout de la compétition des acteurs politiques, de l'élite scientifique, de l'élite religieuse, etc. Si pendant les conflits entre nationaux (ouest-est), des menaces, d'expulsion ont toujours été brandies à l'endroit des allochtones.

Il se révèle que d'autres conflits créés entre ceux qui se disent de l'Est ou de l'Ouest, ont formalisé l'endoctrinement systématique par la victimisation et la création d'un complexe de persécution et d'une conscience exclusive de « *gens de l'Ouest ou de l'Est* ». Une nouvelle charte actualisée a circulé en 2002. Elle vient tout comme celle de 2016, lancer un appel aux responsables, cadres, militaires, ouvriers, commerçants, paysans pour un grand Congo, fort, crédible disant en chœur pour consolider l'intégration de la nation.

En effet, les données du terrain relèvent que dans le désir de contrôler le pouvoir politique en vue d'accéder aux avantages matériels et symboliques que cela procure ; *l'ethnicité se manifeste plus souvent dans circonstances suivantes :* à l'occasion des élections, à l'occasion de la distribution du pouvoir ou des responsabilités politiques ; la recherche du leadership et de positionnement au niveau national que local, à l'occasion du découpage territorial et à l'occasion de la distribution de services publics. Ces symptômes ethno-tribaux s'observent plus souvent dans les chefs de partis politiques, dans des discours, les attitudes et les comportements

[10] ZARTMAN W., *L'effondrement de l'État : désintégration et restauration du pouvoir légitime*, Manille, Nouveau Horizon, 1997, p.4-12.

[11] Maindo Monga Ngonga, *L'Etat à l'épreuve de la guerre : violences et reconfiguration des pouvoirs en République Démocratique du Congo, Thèse de Doctorat en Science Politique*, Université Paris I-Panthéon, SORBONNE, mars 2004, p. 50.

[12] DE VILLERS (G.), WILLAME (J.C.), *République Démocratique du Congo, Chronique politique d'un entre deux-guerres, Octobre 1996-juillet 1998*, Paris, L'Harmattan, p.150.

[13]DESCHAMPS (H.), *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1962, p.63.

manifestés par les leaders politiques ou les mandataires publics d'une communauté ethnique en vers d'autres groupes. Cette culture s'explique par le fait que, l'ethnie passe pour socle à toute compétition du pouvoir et de son exercice.

Ainsi, le processus de démocratisation engagé qui se vaudrait qu'au-delà des considérations purement politiques pour but principal de jeter les bases d'une authenticité historique en reconnaissant les particularismes et la diversité socioculturelle des communautés ethniques d'une part, et en reconsidérant la « Nation congolaise » non pas comme une juxtaposition conflictuelle des ethnies, mais comme un ensemble homogène dont les composantes s'enrichissent de leurs différences d'autre part. Mais on remarque que moins d'une décennie après son instauration, les flambées de violence qui suivirent sa mise en place, démontre en suffisance la problématique du type de système politique qui convenait le mieux dans cette société pluriethnique.

La remise en cause en fin de compte des attributs de cette démocratie et la reprise du processus démocratique ont mis en lumière l'inadéquation structurelle d'un système avec les réalités locales et l'incapacité du facteur humain (l'homme politique) à s'inscrire aux changements. Mais ces conflits ethniques présentent la situation particulière de mise en exécution d'une décision en vue d'écarter ceux qui ne sont pas de sien[14].

L'instrumentalisation de la jeunesse pour atteindre ce but a eu pour effet de structurer les ressentiments des congolais contre les rwandais et d'ériger chez les nationaux victimes des politiques arbitraires une « conscience de gens de … », qui doivent se battre pour être rétablis dans leurs droits. Si le conflit de Tabou n'a pas été le facteur déclencheur de la guerre de 2002, il en a été l'un des événements décisifs en raison des frustrations, des expropriations et des dénis de droits tant des ressortissants tutsi congolais que de certains nationaux accusés d'être « de nationalité douteuse ».

Pour des raisons d'efficacité de la recherche en ce qui concerne l'instrumentalisation identitaire, nous avons choisi pour investigation ethnographique multi province, c'est ainsi qu'une grande partie de l'enquête a eu lieu en RDC principalement dans le grand-Kasaï en pensant au conflit kamwina-nsapu, le grand-katanga avec le phénomène « bakata-katanga », le Kongo-central avec l'idéologie hyper-nationaliste bundu dia kongo, au Nord-Kivu avec le conflit Hema-Lendu ainsi que le banyarwanda. Sur le terrain, nous avons mené une recherche ethnographique afin d'arriver à faire parler les élites dans les différents domaines et arriver à obtenir les résultats escomptés.

CONCLUSION

Dans cet exercice, nous avons voulu comprendre la manière dont des réalités ethniques impactent la vie politique congolaise et ces incidences au processus de l'édification de l'Etat-nation en RDC.

L'étude a été centrée sur la saisie des facteurs explicatifs du phénomène d'ethnicité politique dans le champ politique congolais. Sa préoccupation majeure était celle d'expliquer systématiquement l'intrusion fallacieuse des réalités ethniques dans la vie politique congolaise et ses conséquences à la construction nationale. Il s'agit essentiellement de « saisir

[14]À la suite de ce cas, *d'autres conflits ont suivi les mêmes logiques d'expulsion d'étrangers, notamment au Kasaï central, au Katanga, à l'Equateur, au Nord Kivu et au Congo central.*

comment l'ethnie en tant qu'entité politique traditionnelle détermine la lutte du pouvoir et occupe une fonction déterminante dans la vie politique congolaise ». Nous nous sommes rendu compte que la référence à l'ethnicité ne cesse d'empoisonner et de perturber la cohabitation pacifique entre les différentes communautés ethniques.

Au terme de l'étude, les résultats obtenus ont montré que l'émergence des réalités ethniques dans la vie politique congolaise est le résultat de l'absence d'une politique publique cohérente, de l'absence de la gouvernance rationnelle de distribution équitable des richesses nationales et d'une vision globale qui intègre la pluralité ethnique dans leur multiplicité. Les logiques traditionnelles qui ont prévalu dans l'ère (pré)coloniale se retrouvent entremêlées dans les logiques modernes.

Pour confirmer nos hypothèses en ce qui concerne la recrudescence du phénomène ethnique dans le champ politique congolais, il importe de retenir que le combat politique a cessé d'être un combat de partisan, mais une lutte ethnique et tribale ou régionale. De ce fait, les ethnies ou les régions sont devenues des facteurs déterminants du combat politique et de la sécurisation du pouvoir.

Ce désir de contrôler le pouvoir et les ressources ainsi que les facilités et les avantages que le pouvoir procure est le facteur principal de l'activisme ethnique dans la vie politique. Pour résoudre ce phénomène au fin de consolider la reconstruction de la nation, il faut une reprogrammation de l'élite politique congolaise, une mise en place de la discrimination positive. La reprogrammation de l'élite passe par la formation à la culture démocratique, à l'abandon de la culture paroissiale, à la valorisation de l'éthique et de la morale.

Bibliographie

- AKTOUF, O., *Méthode des sciences sociales et approches qualitatives des organisations, une introduction à la démarche classique et une critique*, Québec, PUQ.
- AUNDU MATASANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa : l'ethnicité et la légitimité*, Paris, L'Harmattan, 2010.
- AUNDU MATZANZA G., *Etat et partis au Congo-Kinshasa. Ethnicité pour légitimité,* Paris, L'Harmattan, 2010.
- DE VILLERS (G.), WILLAME (J.C.), *République Démocratique du Congo, Chronique politique d'un entre deux-guerres*, Paris, L'Harmattan, 1998 .
- DESCHAMPS H., *Les institutions politiques de l'Afrique noire*, Paris, PUF, 1962.
- KATUNDA MUNDUNDU G., Refondation de l'Etat après Mobutu, implication de la Communauté internationale, Thèse de doctorat présentée et soutenue publiquement en vue de l'obtention du Grade de docteur en Sciences Politiques et Administrative, Unikin, 2014-2015.
- LABAKI T. G., "Les conflits communautaires et ethniques dans le monde contemporain", in *Encyclopaedia Universalis*, Paris, Universalia, 1993.
- LOUBET DEL BAYLE, J.L., *Initiation aux méthodes des Sciences Sociales*, Paris, L'Harmattan, 2000.
- LUBANZA MUKENDI, A., « Elections et construction des identités politiques en République démocratique du Congo », in *CEROPIC*, n° 800/1158, Kinshasa, 2010.

- MAINDO MONGA NGONGA, L'Etat à l'épreuve de la guerre : violences et reconfiguration des pouvoirs en République Démocratique du Congo**,** Thèse de Doctorat en Science Politique, Université Paris I-Panthéon, SORBONNE, mars 2004.
- MALEMBA N'SAKILA, G., « Le choix d'appartenance l'ethnie ou à la nation et les rapports de pouvoir », in identités, ressources naturelles et conflits en RDC : défis méthodologiques et voies de sortie ? Paris, L'Harmattan, 2013.
- MOERMAN M., « Ethnic identification in a complex civilization who are the Lue ? », American Anthropologist, 1965.
- SCHULTE TENCKOFF I., La question des peuples autochtones, Bruxelles, Bruyant, 1997.
- ZARTMAN W., *L'effondrement de l'État : désintégration et restauration du pouvoir légitime*, Manille, Nouveau Horizon, 1997.